



Emma Moore/GETTY IMAGES

## Chaos pour la France—Opportunité pour l'Allemagne

Il s'agit de voir qui comblera le vide politique de l'Europe.

- Richard Palmer
- [17/10/2024](#)

Après la victoire surprenante de la gauche radicale aux élections anticipées de juillet, la France ne savait pas comment former un gouvernement opérationnel.

Il s'agit de la plus grande nation à être paralysée par la démocratie. Les Pays-Bas, après les élections de novembre, ont mis près de six mois à former un gouvernement. La Belgique a mis plus de 16 mois après 2019 et, à la suite des dernières élections de juin, le délai pourrait être encore plus long. Après les élections européennes de juin, le Parlement européen est relativement divisé entre les partis opposés, et il est difficile d'imaginer qu'il puisse approuver quoi que ce soit d'un tant soit peu controversé.

Une Belgique sans dirigeant n'est pas une crise mondiale. Mais une France sans dirigeant pourrait transformer l'Europe. Il y a quatre-vingt-dix ans, une France divisée a permis à l'Allemagne nazie de prendre le contrôle du Continent. Que se passera-t-il cette fois-ci ?

## Humiliation

Le Président français Emmanuel Macron a subi une défaite humiliante lors des élections législatives de l'UE qui se sont déroulées du 6 au 9 juin. Le Rassemblement national a remporté la plus grande part des suffrages. Ce parti est généralement décrit comme d'extrême droite, bien que l'extrême gauche soit tout aussi appropriée. Peu importe comment vous les appelez, ils sortent de la norme de la politique française, et depuis des décennies, les partis de gauche et de droite, qui sont en désaccord sur tout, se sont unis pour empêcher les candidats du Rassemblement National d'accéder au pouvoir.

Cette fois, le Rassemblement national a reçu 31,5 % des voix. Le parti de Macron a obtenu moins de la moitié.

PT\_FR

Plutôt que de passer le reste de sa présidence en tant que canard boiteux avec un soutien public douteux ou clairement absent, Macron a convoqué des élections anticipées. Le Parlement européen existe principalement pour donner à l'UE l'apparence d'une démocratie ; le résultat du vote des citoyens en juin, ou à tout autre moment, fait très peu de différence. Mais Macron appelait à de « vraies » élections, pariant sur le fait que les électeurs abandonneraient le Rassemblement

national et maintiendraient au pouvoir les « adultes » comme lui. Toute l'Europe a prêté une attention particulière.

Le jour du scrutin, le 30 juin, le nom du vainqueur a été annoncé : Le Rassemblement national. Ce parti autrefois marginal a augmenté sa part de vote à plus de 33 pour cent. Il semblait prêt à prendre le pouvoir.

Mais il ne s'agissait que du premier tour de scrutin. Seuls les candidats ayant obtenu plus de 50 % des voix dans leur circonscription peuvent siéger au Parlement. Dans la grande majorité des cas, personne n'y est parvenu, donc ceux qui ont reçu des votes de plus de 12,5 pour cent de l'électorat sont passés au second tour. L'avenir de la France, et de l'Europe, était en jeu.

Au second tour, le Rassemblement national a encore augmenté sa part de voix, atteignant 37 pour cent. Mais grâce à un vote tactique, il est arrivé en troisième position. Si un candidat de droite était le mieux placé pour gagner, la gauche se retirait, et vice versa. C'est donc presque par hasard que le nouveau Front populaire a remporté les élections et 180 des 577 sièges de la législature, bien qu'il n'ait obtenu qu'un quart des voix.

Dans un monde qui parle constamment de l'importance de la « démocratie, » il s'agit d'une illustration remarquable des résultats bizarres qui émergent des idiosyncrasies des règles électorales censées refléter la volonté du peuple.

Le Rassemblement national, une fois de plus, a été tenu à l'écart du pouvoir. Mais à quel prix ?

## L'essor de la gauche

Ceci est loin d'être une défaite majeure pour le Rassemblement national. Il a tout de même remporté 143 sièges, beaucoup moins que ce qu'il espérait, mais c'est néanmoins une amélioration significative par rapport aux 89 sièges qu'il détenait auparavant. Le véritable enjeu est la présidence, qui sera remise en jeu en 2027. Et bien qu'il ait été le grand perdant du vote stratégique des autres partis, le Rassemblement national est bien placé pour s'emparer de ce prix.

Pour l'instant, cependant, l'alliance des partis de gauche qui a formé le Nouveau Front populaire est la force la plus puissante en France.

Le plus grand parti de l'alliance du Nouveau Front populaire est dirigé par Jean-Luc Mélenchon. À la suite de l'élection, il a exigé d'être nommé premier ministre. Mais il y a un problème : Mélenchon est aussi radical que le Rassemblement national.

C'est un socialiste à l'ancienne. Il souhaite que le système français, déjà socialiste, de protection sociale et de droits des travailleurs soit encore étendu. Sa politique la plus populaire est d'inverser l'augmentation de l'âge de la retraite, en le ramenant de 64 à 60 ans. Il souhaite également un taux d'imposition de 90 % sur tous les revenus supérieurs à 400 000 €, ce qui constitue un compromis par rapport à ses exigences antérieures pour un *taux d'imposition de 100 %*.

Sur le plan international, Mélenchon considère à la fois l'OTAN et l'UE comme trop à droite et souhaite se retirer des deux. Il est également favorable à l'immigration, ce qui lui vaut le soutien des musulmans de France, qui apprécient également l'opposition de son parti à Israël et son soutien aux Palestiniens.

Sa position a poussé les Juifs français dans une position surprenante. Le Rassemblement national est une nouvelle marque d'un parti plus ancien, le Front national. Son leader était Jean-Marie Le Pen, père de l'actuelle dirigeante, Marine Le Pen. L'aîné des Le Pen a régulièrement eu des ennuis pour négationnisme, avec des déclarations telles que « Je ne dis pas que les chambres à gaz n'ont pas existé. Je ne les ai pas vus moi-même. Je n'ai pas particulièrement étudié la question. Mais je crois que ce n'est qu'un détail dans l'histoire de la Seconde Guerre mondiale. »

Marine Le Pen a éloigné son parti de ce passé, allant même jusqu'à exclure son père. Mais le parti a-t-il vraiment changé ?

Mélenchon est si radicalement socialiste que, malgré ce que Le Pen et le Front national ont représenté dans le passé, de nombreux Juifs français ont voté pour le Rassemblement national pour la première fois.

Alors que l'islam radical se fait de plus en plus menaçant, que le monde est ébranlé par le massacre du Hamas du 7 octobre 2023, que la France est choquée par le viol d'une jeune fille juive de 12 ans à Courbevoie, simplement parce qu'elle était juive, Mélenchon a nié que lui ou son parti étaient antisémites. Pourtant, maintenant que son parti est arrivé en tête, il exige que la France reconnaisse un État palestinien.

## Hareng de Bismarck

Il y a un autre pays que Mélenchon n'aime pas : l'Allemagne.

Il y a dix ans, il a publié un livre intitulé *Bismarck's Herring*, (*Hareng de Bismarck*) dans lequel il prévient que « L'Empire allemand est de retour. » « Elle est devenue un danger pour ses voisins et ses partenaires, » écrit-il. « Je dénonce son arrogance et son soi-disant « modèle, » imposé pour son seul profit. Un monstre est né de l'autre côté du Rhin. »

Mélenchon souligne avec justesse comment l'Allemagne a gagné du pouvoir dans l'ensemble de l'UE pendant la crise de l'euro. À l'époque, il souhaitait que la France se venge de l'Allemagne en imprimant des milliards d'euros, ce qui aurait permis à l'État français de disposer de plus de liquidités et aurait eu pour effet de dépouiller les comptes d'épargne des Allemands en diminuant la valeur de la monnaie. Il n'est pas en mesure de prendre une mesure aussi radicale aujourd'hui, mais les

politiques socialistes qu'il défend se retrouveront dans une certaine mesure dans le nouveau gouvernement français. Et la France n'en a pas les moyens.

La France a une dette de plus de 3 000 milliards de dollars, ce qui équivaut à 110 % du produit intérieur brut du pays. En juin, la Banque centrale européenne a estimé que le pays ne respectait pas les règles de l'UE en matière de dépenses. L'Institut Montaigne estime que le programme de dépenses du Nouveau Front populaire coûterait 195 milliards de dollars par an. « C'est exorbitant et cela détruirait tout ce que nous avons réalisé au cours des sept dernières années, » a déclaré le ministre des Finances sortant, Bruno Le Maire. « Le risque immédiat est une crise financière. »

Un indicateur clé de l'inquiétude des citoyens à l'égard d'un pays européen est le montant supplémentaire qu'ils doivent payer pour emprunter de l'argent, par rapport à l'Allemagne, pays sûr et peu endetté. Au cours de la période précédant les élections, cette différence de taux d'emprunt entre la France et l'Allemagne était la plus élevée depuis la crise de la dette grecque de 2011. Les emprunteurs et les investisseurs craignent que le Rassemblement national ne gagne, n'abaisse l'âge de la retraite et n'affaiblisse encore davantage l'économie française. Aujourd'hui, ce sont les plus gros dépensiers qui sont les gagnants.

La Grèce à court de liquidités a été une crise pour l'Europe. L'économie française est 13 fois plus importante que celle de la Grèce. Comparée à l'averse de la crise grecque, une crise de la dette française serait un ouragan.

## La chance de l'Allemagne

Le résultat des élections en France représente un danger clair et immédiat pour l'Allemagne. L'augmentation des dépenses françaises risque d'entraîner une crise monétaire, et l'un des dirigeants français les plus puissants souhaite s'attaquer délibérément à l'économie allemande.

Mais l'Allemagne a aussi une opportunité à saisir.

Mélenchon et ses radicaux de gauche disposent d'un pouvoir considérable au Parlement, mais ils sont loin des 289 sièges nécessaires pour obtenir la majorité. Aucun parti ou coalition ne s'en approche.

Le président français nomme le prochain premier ministre, mais il a besoin de l'approbation des législateurs de l'Assemblée nationale. Il est difficile de voir quelqu'un recevoir une telle approbation.

Le Président Macron a déclaré qu'il ne travaillerait pas avec le Rassemblement national. Il tente également de diviser le Nouveau Front populaire, affirmant qu'il ne travaillera pas avec Mélenchon et son parti, La France Insoumise (LFI), mais qu'il travaillera avec le reste de l'alliance. Mais ces deux groupes contrôlent 213 des 577 sièges. Il ne reste donc pas trop d'options.

« La France sera probablement ingouvernable pendant un certain temps », a écrit John Keiger dans *leSpectator*. La France est maintenant confrontée à une paralysie et à une crise institutionnelle. La France a eu 16 constitutions depuis 1789. Jean-Luc Mélenchon et LFI appellent à une sixième république depuis des années. Ce moment approche peut-être » (7 juillet).

*Politico* l'a dit plus simplement : « Gouverner la France sera un véritable enfer maintenant. »

Ironiquement, la victoire de Mélenchon pourrait accélérer ce qu'il craint le plus : *la domination allemande de l'Europe*. Avec la France paralysée et un croisé anti-allemand en attente, l'Allemagne pourrait décider d'agir rapidement pour renforcer sa domination sur l'Europe. Macron a déjà montré qu'il est prêt à renforcer l'Allemagne si cela sert ses intérêts.

Lorsque la crise financière mondiale de 2008 a commencé, le rédacteur en chef de *la Trompette*, Gerald Flurry, a écrit : « La crise en Grèce est un précurseur d'une série de crises similaires qui devraient bientôt éclater à travers l'Europe. Ils fourniront le catalyseur à la nation dirigeante de l'UE, l'Allemagne, pour se mettre en avant avec des solutions de sa propre fabrication. La prophétie biblique déclare que le résultat sera un super-État européen avec l'Allemagne aux commandes. Et ce n'est pas une bonne nouvelle pour l'Amérique, la Grande-Bretagne et la petite nation appelée Israël » (« *Did the Holy Roman Empire Plan the Greek Crisis ?* », *theTrumpet.com/5809*).

La France pourrait être sur le point d'entamer un nouvel acte dans cette crise.

L'euro lie le destin de l'Allemagne à celui d'autres pays. Lorsque des pays comme la Grèce et Chypre ont connu des difficultés financières, l'Allemagne est intervenue pour les renflouer et a également pris le contrôle de leurs dépenses, gérant ainsi une grande partie du pays.

Un renflouement par la France serait beaucoup plus douloureux. Alors que la France est divisée, l'Allemagne pourrait plutôt saisir cette occasion pour établir son contrôle sur toutes les dépenses de l'Europe, évitant ainsi la nécessité d'un coûteux plan de sauvetage financé par l'Allemagne.

Le gouvernement allemand actuel n'est peut-être pas assez clairvoyant pour saisir cette opportunité. Mais l'euro a été créé pour pousser les pays vers le super État européen que les électeurs n'ont jamais voulu. Il lie leurs économies si étroitement qu'une certaine forme de contrôle commun des impôts et des dépenses est inévitable; autrement, un pays qui dépense sans compter - comme on l'a vu en Grèce, en Italie et ailleurs - mettrait en péril ceux qui sont beaucoup plus prudents.

## L'Histoire se répète

Avant la Seconde Guerre mondiale, ce sont les divisions politiques de la France qui ont permis à une Allemagne beaucoup plus unie de déchirer le continent européen, à la fois sur le plan politique, puis littéralement. Sur le papier, l'armée française était beaucoup plus grande, mieux financée et plus expérimentée. La plupart la considéraient comme la puissance militaire dominante de l'Europe. Le soleil ne s'est jamais couché sur l'Empire britannique, mais cela était également vrai pour l'Empire français, avec ses 80 millions d'habitants et ses 4 millions de kilomètres carrés de territoire.

Le nouveau Front populaire de Mélenchon n'est pas un parti unique, mais une alliance de partis partageant les mêmes idées. C'est un écho à une alliance similaire à l'époque d'avant-guerre : le Front populaire.

Léon Blum, leader du Front populaire, est devenu le premier dirigeant socialiste français en 1936. Son élection a été rendue possible par une division nationale similaire. Ses opposants antisémites utilisaient le slogan "Mieux vaut Hitler que Blum". Les deux extrêmes étaient répugnants, mais beaucoup ont estimé qu'ils devaient choisir un camp pour contrer le plus grand mal.

Alors qu'Adolf Hitler prenait le contrôle de la Rhénanie, annexait l'Autriche, puis les Sudètes, puis le reste de la Tchécoslovaquie, l'armée la plus puissante d'Europe n'a rien fait, paralysée par des divisions internes et consumée par la violence politique.

Aujourd'hui, l'Allemagne a une économie et une population plus importantes que la France, et ces dernières années, elle a dépensé davantage pour son armée. Mais plutôt que de prendre le contrôle de l'Europe par la force armée aujourd'hui, elle prend le contrôle par la politique et l'économie.

Avec la sortie de la Grande-Bretagne de l'UE, si une nation devait s'opposer à la vision de l'Allemagne pour l'Europe, ce serait la France. Elle pourrait rallier les nations du sud endetté de l'Europe dans une coalition à laquelle l'Allemagne aurait du mal à s'opposer.

Pourtant, une fois de plus, elle est trop absorbée par les querelles intestines. Et Macron préférerait renforcer l'Allemagne plutôt que de céder du pouvoir à ses rivaux. "Mieux vaut Scholz que Le Pen" n'est pas un slogan aussi terrifiant que "Mieux vaut Hitler que Blum", mais il remet tout aussi bien l'Europe entre les mains de l'Allemagne.

La prophétie biblique décrit les grands changements à venir en Europe. Ces changements se produisent déjà, bien que peu y prêtent attention.

L'Apocalypse 17 décrit une « bête », ou empire, dirigée par une femme, symbole biblique pour une église. Cet empire s'élève et s'effondre sept fois. Seule l'Europe s'est enorgueillie d'un empire, fortement influencé par une église, qui a connu des hauts et des bas tout au long de l'histoire.

Dans cette dernière incarnation moderne, dix rois, ou groupes de nations, "ont un même dessein, et ils donnent à la bête leur puissance et leur force" (verset 13). Ils unissent leurs forces, donnent leur puissance et leur autorité à ce Saint Empire romain ressuscité et deviennent une puissante force conquérante.

La France a joué un rôle clé dans cet empire européen par le passé. Napoléon a modelé son régime à la fois sur la Rome antique et sur le Saint Empire romain de Charlemagne. La France d'aujourd'hui sera en effet l'une des nations qui apportera sa force considérable au nouveau Saint Empire romain. Mais l'histoire et la prophétie biblique montrent que l'Allemagne sera la nation leader, et un Allemand sera le dirigeant suprême.

L'Allemagne sera bientôt au sommet de ce Saint Empire romain ressuscité. L'instabilité de la France donne à l'Allemagne une raison et une opportunité puissantes d'accélérer ce moment prophétique crucial.